



Dimanche 29 novembre

- 12h46 : nous avons hésité à publier cette information, car Dreuz n'a pas pu vérifier la qualité de la source. Nous vous la donnons cependant parce que nous avons abordé le sujet – mais en vous invitant à la prendre avec des pincettes :

Des cadres Démocrates de l'équipe Biden seraient très nerveux quant au détail des preuves de la [pièce 105 dont Dreuz a parlé](#) dans le procès King v. Whitmer (2:20-cv-13134) District Court, E.D. Michigan.

On spéculé même sur des pressions exercées sur Biden pour qu'il concède afin d'empêcher d'autres révélations.

- 11h14 : Un Républicain de la Chambre des représentants rafle le siège d'un Démocrate en Californie centrale. Les Républicains ont ainsi obtenu leur 11e siège à la Chambre des représentants des États-Unis et le troisième siège en Californie.
- 11h03 : La société d'investissement *Staple Street Capital* a supprimé une URL et une page de son site web. Elle contient une entrée sur les machines et les logiciels de Dominion. Si vous avez la curiosité de fouiller : web.archive.org/www.staplestreetcapital.com
- 10h54 : Le 27 novembre, les responsables du comté de Union, en Georgie, ont annoncé qu'ils allaient effacer toutes les données des machines à voter et ramener le décompte à zéro le 30 novembre. La remise à zéro des machines détruirait les preuves pertinentes qui existent maintenant sur chaque machine de vote.

excess of 100 pages with 29 exhibits.

After a general election and hand recount audit, Vice President Biden was declared the winner of Georgia's General Election for President by a margin of 12,670 votes on November 20, 2020. But the vote count certified by the Defendants on November 20 is wrong. Tens of thousands of votes counted toward Vice President Biden's final tally were the product of illegality, and physical and computer-based fraud leading to "outright ballot stuffing."

On November 27, 2020, Union County officials advised that they are going to wipe the voting machines of all data and bring the count back to zero on

Case 1:20-cv-04809-TCB Document 6 Filed 11/27/20 Page 6 of 30

Monday, November 30, 2020. Resetting the machines would destroy relevant evidence now existing on each voting machine. This cannot be allowed.

- 09h39 : les preuves informatiques de fraude électorale recueillies par Matt Braynard, l'ancien chef des données informatiques et stratège de Trump , seront soumises au procès de la Géorgie et de quatre autres États contestés.
- 06h57 : Le sénat de Pennsylvanie a publié la résolution qu'il entend faire adopter par le congrès de Pennsylvanie concernant la fraude électorale – il mâche pas ses mots :
 1. Reconnaît les irrégularités substantielles associées au vote par correspondance, au pré-comptage et au démarchage lors de l'élection du 3 novembre 2020.
 2. conclut, sur la base des faits et des preuves présentés et des données de notre propre commission électorale, que l'élection présidentielle qui s'est tenue le 3 novembre 2020 en Pennsylvanie est irrémédiablement corrompue ; et
 3. Désapprouve l'atteinte à la compétence exclusive de l'Assemblée générale, en vertu de la Constitution des États-Unis, de réglementer la sélection des délégués du Collège électoral ; et
 4. Désapprouve et rejette la certification prématurée par le Secrétaire du Commonwealth des résultats de l'élection du 3 novembre 2020 concernant les électeurs présidentiels ; et
 5. Déclare que la sélection des électeurs présidentiels et les résultats des autres concours électoraux à l'échelle de l'État dans ce Commonwealth sont contestés ; et
 6. Ordonne que, conformément à l'autorité que nous confère l'article II de la Constitution des États-Unis et aux nombreux actes illégaux commis, encouragés et ignorés par le gouverneur, le secrétaire d'État et certains fonctionnaires électoraux, nous reprenons et réservons à l'Assemblée générale de la Pennsylvanie le pouvoir de désigner les électeurs présidentiels de l'État de Pennsylvanie pour la réunion de décembre 2020 du Collège électoral et de retirer toute déclaration ou directive contraire antérieure donnée par nous ou tout autre fonctionnaire ou organisme ; et
 7. Ordonne au secrétaire du Commonwealth et au gouverneur de retirer et d'annuler la certification des électeurs présidentiels et de retarder la certification des résultats d'autres concours électoraux organisés à l'échelle de l'État lors des élections générales de 2020 ; et

8. Ordonne à tous les électeurs présidentiels et autres responsables d'agir en conformité avec la présente résolution et de ne pas interférer avec l'autorité de l'Assemblée générale de Pennsylvanie en vertu de l'article II, section 1, clause 2 et de l'article I, section 4, clause 1 de la Constitution des États-Unis ; et
9. Demande instamment au Congrès des États-Unis de ne reconnaître et ne compter comme votes électoraux de l'État de Pennsylvanie pour le président et le vice-président que les votes électoraux qui sont certifiés directement par la Chambre des représentants de Pennsylvanie et le Sénat de Pennsylvanie par une résolution ultérieure.

- 06h40 : Tweet de Trump au sujet de la dernière fraude découverte dans le Wisconsin :

Le recomptage du Wisconsin ne vise pas à trouver des erreurs de comptage, mais à retrouver les personnes qui ont voté illégalement, et cette affaire sera portée devant les tribunaux une fois le recomptage terminé, lundi ou mardi.

- 06h34 : Un nouveau procès intenté à la Cour suprême du Wisconsin vise à empêcher l'État de certifier les résultats des élections : « tous les bulletins de vote déposés dans des boîtes de dépôt disséminées dans les comtés violent la loi, sont illégaux et doivent être rejetés. Et puisque ces bulletins ne peuvent pas être identifiés pour être rejetés, alors l'assemblée législative de l'État doit désigner sa propre liste d'électeurs présidentiels.

La plainte, déposée le 27 novembre au nom de l'électeur du Wisconsin Dean Mueller ([pdf](#)), soutient que le droit du plaignant à une « élection présidentielle sûre, libre, sécurisée et transparente » a été violé « en ce que son vote a été dilué par le comptage de milliers de votes illégaux placés dans des urnes de dépôt illégales dans tout l'État du Wisconsin ».

- 06h15 : L'ancien législateur et avocat philippin déclare que les machines Smartmatic ont été préchargées de bulletins de vote avant le début des élections à Manille :

Votes préchargés. Bulletins de vote préchargés. Encore une fois, je voudrais signaler à votre public qu'il faut regarder ces documents. Ils sont signés. Nous avons 70 000 électeurs. Exactement 4 140 bulletins ont été scannés par 140 machines de vote quelques jours avant l'élection. C'est plus de 6 et 7 %.

- 06h10 : Selon le sondage Newsmax/McLaughlin, plus des deux tiers de la nation soutiennent le président Trump dans son désir de recomptage : on ne le croirait jamais, à écouter ce que disent les médias, qui donnent l'impression que Trump s'obstine stupidement et qu'il est rejeté et isolé. C'est le problème des journaux télévisés : ils expriment leur opinion personnelle en faisant croire que c'est la réalité, et les gens gobent ça en pensant être protégés de la propagande. Seule protection : changez de chaîne au moment des infos.
- 05h56 : La Cour suprême de Pennsylvanie annule l'ordre de la juridiction inférieure de suspendre l'achèvement de la certification des élections, et rejette l'action intentée par les demandeurs – non parce qu'ils affirment à tort que la loi sur le vote par correspondance est inconstitutionnelle, mais parce qu'ils ont « attendu trop longtemps ». Le cas va maintenant être expédié devant la Cour suprême des États-Unis, ce qui est l'objectif depuis le début, car il servira de jurisprudence.

« En rejetant le procès, la Cour suprême de Pennsylvanie l'a fait pour le motif le plus étroit : que Parnell et les autres électeurs ont attendu trop longtemps pour le déposer.

En formulant sa décision de cette manière, la Cour suprême de Pennsylvanie a évité d'avoir à se prononcer sur le fond de l'affaire », explique l'avocat d'appel John M. Reeves, ex-assistant du procureur général du Missouri.

La loi sur le vote par correspondance de la Pennsylvanie est-elle inconstitutionnelle au regard de la constitution de l'État de Pennsylvanie ? Comme nous le verrons plus loin, la réponse est très probablement « oui ».

